

Edito

Les élus

Ils sont deux catégories. Ceux qui sont élus régulièrement, à qui nous disons bravo et ceux qui sont élus irrégulièrement en usant de la fraude, bourrage des urnes, corruption et autres méthodes de la honte. C'est ici le moment de déplorer ces antivaleurs qui collent certains Congolais à la peau. Ainsi, pendant cinq ans, ils auront les consciences chargées, d'avoir gagnés en utilisant des antivaleurs. Une chose est vraie, ils travailleront pour les justes. Pour ceux qui lisent les écritures saintes, il est écrit dans le livre d'Ecclésiaste dans l'ancien testament, chapitre 2:26 " car il donne à l'homme qui lui est agréable la sagesse, la science et la joie, mais il donne au pécheur le soin de recueillir et d'amasser, afin de donner à celui qui est agréable à Dieu. C'est encore là une vanité et la poursuite du vent ".

Dans la même logique, dans les Psaumes 101 :7, il écrit : " celui qui se livre à la fraude n'habitera pas dans ma maison, celui qui dit des mensonges ne subsistera pas en ma présence ". A cet effet, si, le Président réélu, Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo, qui a déclaré, qu'il ne va pas travailler avec les fraudeurs, pourra s'efforcer à balayer au sein de ses deux institutions : agence de lutte contre la corruption et celle de changement de mentalité, sensées de l'aider à travailler pour se débarrasser des tares, qui freinent le décollage de la société congolaise. Non seulement que ces deux Institutions ont du mal à présenter des bilans ou l'avancement dans les objectifs qui leurs sont assignés, certains de ses membres, s'adonneraient contre toute attente, aux pratiques, qu'ils auraient dû combattre.

C'est donc, un revers. Pourtant, en faisant référence aux nombreuses déclarations du feu Dr Etienne Tshisekedi d'heureuse mémoire, géniteur de l'actuel Chef de l'Etat, il insistait lors de ses interviews à la Référence plus, que, les congolais doivent changer des mentalités. Au Zaïre de l'époque et à la RDC d'aujourd'hui, le congolais n'a qu'un seul problème, le changement de mentalité. Malheureusement, la mauvaise mentalité, de détournement, de corruption, de trafic d'influence, de fraude, d'égoïsme, du clientélisme, d'injustice et j'en passe semble plutôt élire domicile, partout en République Démocratique du Congo.

Cependant, nous nous posons des questions avec amertume, qui, alors qui viendra sauver ce grand et beau pays avec ses nombreuses richesses mais dont ses filles et fils sont entrain de brader. Ils signent des contrats léonins juste à la moindre sollicitation contre les intérêts supérieurs de la Nation. Aujourd'hui, les élus irréguliers, grâce aux méthodes perverses s'apprennent à festoyer, mais surtout à étendre ces pratiques honteuses aux différentes Institutions de la République, en se prenant malheureusement comme des références négatives, des gens éveillé dans le mal, avertis négativement, qui s'adapteraient à la mouve négative du moment.

Domage, parce qu'ils ne savent pas qu'ils sont en train de perdre de la dignité et se font du mal à petit feu. Mais, la grande consolation pour les justes est, qu'ils paieront tout ça ici-bas. Encore une fois bravo et félicitations aux nombreux élus d'une façon régulière.

LRP

Au Nord-Kivu

Des stratégies peaufinées pour mettre fin à l'activisme des terroristes RDF-M23

(Lire en page 2)

L'ECC recommande au président Félix Tshisekedi d'organiser un dialogue en vue de résoudre les questions de paix, de sécurité et de la gouvernance

(Lire en page 3)



Elections des sénateurs et gouverneurs : le délai de dépôt des candidatures prolongé jusqu'au 8 mars

(Lire en page 4)

English Issue

'Festival of Laughter' in Abidjan celebrates African stand-up comedy

(P. 15)

Nord-Kivu : des stratégies peaufinées pour mettre fin à l'activisme des terroristes RDF-M23

Les chefs d'état-major des pays participant à la Force de la SADC engagée dans l'est de la République démocratique du Congo, au terme de leur séjour à Goma, ont peaufiné des stratégies pour mettre fin à l'activisme des terroristes RDF-M23, a-t-on appris samedi 02 mars de source militaire.

" Les chefs des forces de défense des pays contributeurs des troupes au sein de la SAMIRDC y compris le Burundi, se sont réunis à Goma, du 1er au 02 mars 2024. Au cours de cette rencontre, il a été question d'évaluer l'évolution des opérations sur le terrain et de peaufiner des stratégies pour les renforcer ", a déclaré le général-major Sylvain Ekenge, porte-parole des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC).

Pour palper du doigt les réalités du terrain et faire l'état des lieux de la situation, ces officiers se sont rendus à

Bubambiro, en cité de Sake, dans le territoire de Masisi. "



La présence à Goma des chefs des forces de défense de la SADC est un signal fort qui annonce l'engagement et la détermination de la SADC et du Burundi aux côtés de la RDC pour le retour de la paix dans sa partie orientale ", a précisé le porte-parole des

FARDC lisant le communiqué final à l'issue des travaux.

de l'armée malawite, le général-major Kashisha, le chef de

En plus du chef EMG des FARDC, le général d'armée Christian Tshiwewe, font partie de cette délégation de hauts commandants militaires dont le chef de l'armée de la République unie de Tanzanie, le général d'armée Jacob John Mkunda, le chef d'état-major

l'armée de l'Afrique du Sud, le général d'armée Maphwanya Sizani ainsi que le chef des Forces nationales de défense du Burundi, le général Prime Niyongabo.

LRP

La Référence

Quotidien d'Informations Générales
Adresse : Croisement des Avenues 24 Novembre - Kasongo-Lunda / C. Lingwala (en face de l'Académie des Beaux Arts)
Phone : 0999923379

E-mail: reference_20ans@yahoo.fr
B.P. : 12520 Kinshasa I
Autorisation de publication N°041/SGC/063/92

Editeur-Directeur Général

André Ipakala Abeiye M.
0999923379

Directeur de la Publication

Félix Kabwizi Baluku
0999913816

Directeur de la Rédaction

Théo Kimpanga N'Key I.
0999949445

Assistante de l'EDG

Eveline Badika
0829420241

Rédacteurs en Chef

Franck Mona K. (Politique)
0999911984

N. Rachidi (Provinces)

Secrétaires de Rédaction

Déo Mulima (0998405728)

Chefs de Rubriques

José Wakadila (Société)
0998129128

Rédaction Générale

José Wakadila,
Bibiche Mungungu,
Anastasié Mukawa
(0990012819, 0825329453)
Génie Mulobo (0999954394)

Julie Ngalula T.

Grace Nygke

Mireille Mpemba

Makinzolela Menayeto

English Issue

John Nkwady Kankolong

Représentations provinciales

- **Bandundu** : Mayele

- **Kasaï - Oriental** :

- **Maniema** : Patrick

Kamombo

- **Nord-Kivu** : Sumaili Pene

Djadi

- **Province Orientale** :

Gilbert Risasi

- **Sud - Kivu** :

Asani Abdallah

Haut-Katanga

CIFINGA

Etranger

- Congo Brazza: Itcha Djata

Service Technique

Anastasié Mukawa Kimina

Génie Mulobo Mwadi

Administration

Janvier Band'Aka-Suro

Mireille Thansya

(0998540079; 0896154045)

Tina Ngindu

Finances & Vente

Jean-Pierre Mobiko

(+243815093722)

Pascaline Boyingandi

Gaby Lego

Fiston

Aimée Bwanga

Imprimerie

ILAREF

RDC : plainte contre l'État après le massacre de Djugu, en Ituri

En République démocratique du Congo (RDC), trois semaines après le mas-

acres de quinze civils à Djugu, dans la province de l'Ituri, les familles des victimes ainsi que l'association Enté qui regroupe la communauté Hema, ont porté plainte devant la justice.



À Djugu, en RDC, un cycle de violence s'est installé depuis 2017 (Image d'illustration). AFP - ALEXIS HUGUET

acres de quinze civils à Djugu, dans la province de l'Ituri, les familles des victimes ainsi que l'association Enté qui regroupe la communauté Hema, ont porté plainte devant la justice.

Une plainte a ainsi été déposée contre la milice armée, la Coopérative pour le développement du Congo (Codeco), auteur présumé du massacre. Une plainte également contre le gouvernement car la tuerie a été perpétrée à moins de 2 km d'une position de l'armée.

La population n'en peut plus, explique Jean Bosco Kisoké, président de l'Asso-

ciation des jeunes de la communauté Hema, joint par RFI : " Ce que nous voulons, c'est

ont été exclus du processus de paix parce qu'ils ont pris les armes contre la République mais vous allez voir que la manière dont on traite le M23, est différente de celle pour la Codeco.

" L'attention du gouvernement est plus tournée vers l'est du pays, le Nord-Kivu, poursuit Jean-Bosco Kisoke. Nous voulons que cette même attention de l'État congolais soit la même ici, pour la province de l'Ituri, parce que nous n'en pouvons plus. Nous avons compté beaucoup de morts.

que la justice soit faite. Il y a longtemps que le président est passé par ici - c'était en juillet 2019 - pour qualifier ce qui s'est passé, une tentative de génocide. Après cela, rien n'a été fait. Les rapports des Nations unies aux droits de l'homme ont qualifié, en 2020, crime de guerre et crime de génocide, ce que la Codeco est en train de faire ici, en Ituri. Rien n'a été fait.

" **L'attention du gouvernement est plus tournée vers l'est** "

" Devant le Conseil des Nations unies aux droits de l'homme, la Codeco et le M23

ont été exclus du processus de paix parce qu'ils ont pris les armes contre la République mais vous allez voir que la manière dont on traite le M23, est différente de celle pour la Codeco.

" L'attention du gouvernement est plus tournée vers l'est du pays, le Nord-Kivu, poursuit Jean-Bosco Kisoke. Nous voulons que cette même attention de l'État congolais soit la même ici, pour la province de l'Ituri, parce que nous n'en pouvons plus. Nous avons compté beaucoup de morts.

RFI/LRP

La Référence
Plus.cd

Soutien aux FARDC

lareferenceplus.cd s'engage aux côtés des FARDC pour la défense de l'intégrité territoriale!

RDC: 2345.409 km2

Suivez-nous sur:
www.lareferenceplus.cd



L'ECC recommande au président Félix Tshisekedi d'organiser un dialogue en vue de résoudre les questions de paix, de sécurité et de la gouvernance

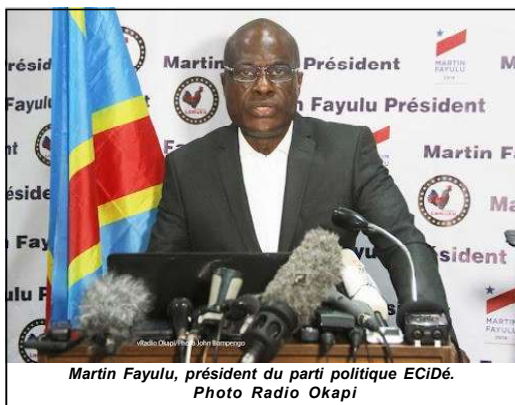
L'Église du Christ au Congo (ECC) a recommandé, le dimanche 3 mars au président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi d'organiser un dialogue national entre Congolaises et Congolais, en vue de résoudre les questions de paix, de sécurité et de la gouvernance étatique. Cette recommandation est contenue dans le compte rendu des travaux de la 62^e session ordinaire du Comité exécutif national de l'Église du Christ au Congo, lu lors d'un culte à la Cathédrale du Centenaire protestant à Kinshasa.

" Préoccupée par la recrudescence des cycles de violences dans les provinces de l'est, de Kwango et Maï-Ndombe, interpellée par la montée des tensions intra-communautaires dans l'espace Grand-Katanga et Grand Kasai, notre Église invite le Chef de l'État à s'en tenir à son engagement de ne pas revenir aux erreurs du passé, lui demande d'ouvrir un dialogue national entre fils et filles du pays, en vue de reconstruire la cohésion nationale, autour des causes communes que sont la paix, la sécurité et la gouvernance de notre pays ", a déclaré le pasteur Dominique Mukanya, rapporteur national du Synode national de l'ECC.

Une nouvelle dynamique de

Martin Fayulu : " Nous devons résister à la balkanisation de notre pays "

Le président national du parti politique Engagement citoyen pour le développement (ECiDé), Martin



Martin Fayulu, président du parti politique ECiDé. Photo Radio Okapi

Fayulu, a appelé les Congolaises et les Congolais à dire non à la balkanisation de la RDC ". Il a lancé ce cri de guerre, le samedi 2 mars, à l'ouverture du conseil national de son parti à Kinshasa.

L'objectif de ces assises, selon lui, est de " mener une réflexion profonde a l'issue de laquelle sortiront des solutions adaptées pour mettre fin à la crise multiforme que traverse le pays

gestion des provinces L'Église protestante de la Républi-



Le président National de l'Église du Christ au Congo (ECC), le Révérend André Bokundowa Bo Likabe. Photo Droits tiers

que démocratique du Congo a aussi exhorté les assemblées provinciales à élire en toute responsabilité les personnes qui vont apporter une nouvelle dynamique de gestion des provinces et leur développement.

" Nous demandons aux députés provinciaux d'élire en toute responsabilité les gouverneurs qui apporteront une nouvelle dynamique de développement dans nos provinces. Aussi, le

choix des sénateurs doit tenir compte des enjeux géopolitiques et

géostratégiques de l'heure ", a déclaré le pasteur Dominique Mukanya.

Finaliser la mise en place de la justice transitionnelle

L'Église du Christ au Congo a aussi réitéré au Chef de l'État " la demande de finaliser la procédure de la mise en

place des mécanismes de Justice transitionnelle en vue de poursuivre les auteurs nationaux et internationaux des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre ainsi que des crimes économiques commis en RDC ".

L'ECC a aussi, dans sa déclaration, dénoncé le protocole conclu entre l'Union européenne et le Rwanda sur les chaînes de valeurs durables des matières premières.

" Nous fustigeons avec fermeté l'accord sur les chaînes de valeur durables pour les matières premières conclu entre l'Union européenne et le Rwanda, dans un contexte où plusieurs rapports internationaux précisent l'implication directe de ce pays voisin dans le pillage systématique des matières premières au prix des crimes contre l'humanité en RDC ", a déclaré le pasteur Dominique Mukanya.

Ces recommandations rendues publiques sur le comité exécutif de l'Église du Christ au Congo sont les conclusions des travaux de la 62^e session ordinaire tenue du 24 février au 2 mars 2024.

RO/LRP

MIDEMA : Farine Spéciale - MBOTAMA ELAMU MIDEMA

est fière de relancer son mythique sac en coton à travers la Farine Spéciale MBOTAMA ELAMU ! Appelée également farine standard à la suite de son multi-usage, cette farine de froment de première qualité est fortifiée en fer et en acide folique. Les produits MIDEMA sont disponibles partout en RDC, pour plus d'informations contactez-nous au :

+243 81 555 8000 secretariat_dg@drcmidema.cd... #midema #minoteriedematadi #rdcongo #farinembotamaelamu #farinemidema #matadi #kinshasa #mboka #produityamboka #kinshasa #kinlabelle #midemasacencoton #farinembotamaelamu



Election des gouverneurs et vice-gouverneurs des provinces de la RDC

Bamanisa Saidi poussé au gouvernorat de la Tshopo par la population

Jean Bamanisa Saidi, le prochain gouverneur de la province de la Tshopo, est une question de vie ou de mort pour la majorité de la population de la ville de Kisangani, notamment, capitale provinciale. Repris dans la revue de passe de la RTNC/Kisangani, notre article " Jean Bamanisa servirait-il mieux la Tshopo au Sénat qu'au gouvernorat de province ? ", a réveillé les chats qui dormaient.

Nombreux de ses partisans et, particulièrement les taximen moto, ont y ont senti l'odeur de son désistement de la course au sommet de l'exécutif de la Tshopo. Non sous sans la forme d'une pression, ils font, depuis, des va-et-vient au secrétariat exécutif de la Ceni dans la commune Makiso pour vérifier si le nom de Bamanisa Saidi Jean figure ou ne figure pas sur la liste des candidats gouverneur de province affichée à la grille. Jusqu'hier jeudi 29 février 2024, à un jour de la clôture des dépôts des candidats sénateurs et gouverneur de province, il n'y figurait. Et ils piaffent d'impatience car leur volonté n'est pas encore respectée. L'homme continuerait à maintenir le suspense !

Dans les marchés centrale et municipale où l'information sur l'organisation prochaine de l'élection du gouverneur et du vice-gouverneur de la province de la Tshopo est sur presque toutes les lèvres, pour les femmes vendeuses, la messe est déjà dite. Elles font de leur choix celui des grands électeurs : le successeur de Mme Madeleine Nikomba Sabangu, c'est Jean Bamanisa Saidi. Pour elles et des observateurs, les 29 députés provinciaux issus des élections législatives provinciales du 20 décembre 2023 n'iront pas à l'encontre de l'expression populaire du 29 novembre de la même année devant le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, à l'esplanade de la Poste de Kisangani, alors candidat à sa propre succession à la Magistrature suprême 2024-2028. La population avait réclamé à tue-tête Jean Bamanisa Saidi comme le futur gouverneur de la Tshopo. Le vote massif dont qu'il avait bénéficié était pour le voir à la tête de cette province démembrée.

Quand on parle au commun des Tshopolais qu'il y a également l'élection des sénateurs à laquelle Jean Bamanisa Saidi peut se porter candidat, ils se bouchent les oreilles ; ils ne comprennent rien du Sénat, un not qui ennuie leurs oreilles.

Les raisons de cet attachement

Pourquoi alors les Boyomaise et Boyomais en particulier poussent-ils Jean Bamanisa Saidi au gouvernement de la province de la Tshopo ? En effet, pour une large d'entre eux, le démembrement de la Grande Orientale en 2015 était prématurée. Il était venu mettre un frein à l'élan de développement qu'avait pris cette province sous la gouvernance de Jean Bamanisa Saidi.

C'est pendant cette gouvernance que quelques tronçons de la voirie urbaine de Kisangani étaient réhabilités avec du macadam par l'Office des Voiries et Drainage (OVD) avec l'expertise technique de la société chinoise Zhengwei Technique Coopération (SZTC). Après plusieurs années d'hibernation, cet établissement public avait trouvé du job à la grande satisfac-

tion de ses agents et cadres. C'est



pour la première fois que la population avait assisté à l'asphaltage d'un tronçon routier.

Après leur réhabilitation, les routes en terre battue dans certaines communes de la ville de Kisangani étaient insupportables à cause de la poussière qu'elles dégageaient au passage des engins. Bamanisa Saidi avait instauré un système d'arrosage par un camion-citerne pour atténuer cette poussière. Une première !

Dans le cadre de ces infrastructures de base, plusieurs routes de desserte agricole étaient réhabilitées avec pour conséquence positive l'abondance des produits agricoles et la baisse de leurs prix sur le marché des consommateurs. Avec la culture du riz expérimentée à l'ex-Complexe sucrier de la Lotokila, un gobelet de 500 grammes appelé communément Sakombi de cette céréale avait chuté de 500 Fc à 150Fc.

Durant le séjour de celui qui, quelques mois plus tard, deviendra le dernier (38ème) gouverneur de la province Orientale, un projet viable pour la réhabilitation de la Centrale hydroélectrique de la Tshopo était monté et prêt à être exécuté.

Dans le secteur de desserte en eau potable, dix (10) bornes fontaines pour un total de 100 robinets étaient construites dans les différents endroits stratégiques de la commune de Lubunga et raccordées au réseau de la REGIDESO. Après le départ de leur initiateur, ces ouvrages nécessaires ayant coûté 50 mille USD au Trésor public en faveur d'une population insuffisamment desservie en eau potable de cette société ont été abandonnés avant d'être cannibalisés par des inciviques.

Les réalisations de Bamanisa Saidi étaient aussi visibles dans les ex-districts érigés en provinces autonomes suite au découpage administratif de la province Orientale. C'est le cas du boulevard de la Libération de Bunia en Ituri.

En effet, après sa réhabilitation en terre battue par la société Bego Congo, cette dernière y a mis du polyisol importé d'Afrique du Sud qu'elle avait fait passer pour de l'asphalte. La suite était catastrophique

avec le dégagement de la poussière au passage des engins provoquant des maladies aux Buniatropes.

Il avait fallu l'avènement du 38ème gouverneur de la province Orientale pour que cette artère principale du chef-lieu de l'Ituri soit bitumée à la grande satisfaction de la population

la Grande Orientale qu'il peut appliquer à la province démembrée. Et cinq ans lui seraient suffisants pour qu'il prouve sa capacité de manager.

Des anti-Bamanisa

Pendant, le 38ème et dernier chef de l'exécutif de la province Orientale ne fait pas l'unanimité dans toutes les couches socio-professionnelles de la Tshopo. C'est le cas de certains cultivateurs qui affirment que la politique agricole de ce dernier les avait appauvris dans la mesure où les prix des produits manufacturés, notamment du tissu Wax, n'avaient pas suivi pas la baisse de ceux de produits agricoles.

Dans le même ordre d'idées, certains gestionnaires et cadres de l'Administration publique ne souhaitent pas le retour aux affaires de JBS dans la Tshopo. En cause, celui-ci avait verrouillé toutes les issues qui leur permettaient de gagner indûment de l'argent. Le guichet unique qu'il avait créé vers lequel étaient canalisées toutes les recettes de la mairie et des communes avait mis le maire et les bourgmestres dans l'impossibilité de s'en servir comme qu'ils l'entendaient. Ils avaient développé une colère rouge contre le gouverneur de province.

Quoi qu'il en coûte, ceux qui sont hostiles à l'élection de Jean Bamanisa Saidi en qualité de gouverneur de la province de la Tshopo par les députés provinciaux ne représentent qu'une goutte d'eau dans l'océan.

GIRIS

Elections des sénateurs et gouverneurs : le délai de dépôt des candidatures prolongé jusqu'au 8 mars

Dans son communiqué publié vendredi 1er mars, la Commission électorale nationale indépendante

justifie ce report par la recherche d'une inclusivité plus large et par des contraintes d'ordre



(CENI) prolonge, jusqu'au 8 mars, la période de dépôt et de traitement des dossiers des candidats sénateurs, gouverneurs et vice-gouverneurs de province.

La clôture était initialement prévue pour le 1er mars.

La Commission électorale natio-

financier.

Elle invite par ailleurs les regroupements, partis politiques et autres candidats indépendants à s'assurer du dépôt réel de leurs formulaires et pièces annexes dûment signés.

LRP

L'année 2024 prometteuse des résultats que celle de 2023, affirme la gouverneure de la BCC

L'année 2024 s'annonce prometteuse des résultats favorables que celle de 2023 à condition que les ten-

non seulement la BCC, mais également avec les autorités congolaises, étant donné que toutes sont dans le

vue de renforcer la surveillance des risques sur le secteur financier. Cette surveillance, a-t-il dit, a pour objectif de prévenir les risques requis et de rendre le système financier plus résilient et capable d'absorber tout choc

Les réalisations du secteur bancaire en 2023

M. Lukama a par ailleurs, relevé que les bons résultats réalisés en 2023 ne doivent pas perdre de vue sur l'état



Mme Malangu Katedi, gouverneure de la Banque centrale du Congo

sions observées à travers le monde ne s'aggravent, a révélé la gouverneure de la Banque centrale du Congo (BCC), au cours d'une cérémonie d'échange de vœux entre son institution et l'Association congolaise des banques (ACB) organisée, vendredi 1er mars à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo (RDC).

" Nous voyons un certain nombre d'éléments qui peuvent donner l'espoir pour l'année 2024 qui s'annonce celle des résultats favorables que celle de 2023 ", a déclaré Mme Malangu Katedi Mbuyi, gouverneure de la Banque centrale du Congo. Elle a relevé que l'année 2023 a été plus difficile sur le plan économique, contrairement aux attentes.

" On avait bien fini l'année 2022, mais l'année 2023 était venue avec ses défis aussi bien au niveau de l'économie internationale importante pour le développement du pays qu'au niveau intérieur pour se limiter seulement à la guerre dans l'Est de la RDC, laquelle a des implications sur l'économie et aux catastrophes naturelles liées ou non au changement climatique qui ont eu des implications sur le marché de change et celui des biens et services ", a-t-elle indiqué.

Opportunités pour 2024

La gouverneure de la BCC a laissé entendre que l'année 2024 est marquée par des défis qu'il faut relever et qui se révèlent des opportunités. Au niveau intérieur, ces défis concernent le taux de change, le marché des biens et services, le renforcement du cadre réglementaire pour une santé solide du secteur financier, en vue d'une inclusion financière.

Il s'agit, en outre, du système de paiement, notamment la compassion des monnaies étrangères, le renforcement de la digitalisation, la dynamisation du système interbancaire. A cet effet, elle a apprécié la disponibilité de l'Association congolaise des banques (ACB) pour la disponibilité à travailler avec

même bateau visant l'objectif d'accompagnement efficace de l'économie congolaise.

L'année 2023 marquée par la poursuite des réformes

Pour sa part, Guy Robert Lukama, président de l'ACB a relevé que la cérémonie du jour répondait à une tradition qui permet de jeter un regard rétrospectif afin de dresser un bilan de l'année écoulée et projeter l'avenir. Selon lui, sa corporation a évolué en 2023 dans un cadre réglementaire caractérisé par la poursuite des réformes engagées par son institution, en



Le président de l'ACB, Guy Robert Lukama. Photo Droits tiers

susceptible d'entraver son développement.

En ce qui concerne les réformes engagées, il a cité, entre autres, le réajustement des instructions en matière de gouvernance et de contrôle interne au regard de la loi du 27 décembre 2023, la mise à jour des instructions en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive.

fragile des banques au regard de nombreux défis auxquels elles sont confrontées. Il s'agit de principales préoccupations tant sur le plan macroéconomique que réglementaire, notamment l'insécurité liée à la guerre dans l'Est du pays qui perturbe l'activité économique et qui retarde le déploiement des activités dans les zones sous occupation, des tracasseries administratives, fiscales et douanières ainsi que l'insécurité judiciaire.

LRP

ITIE-RDC : soutien aux chaînes d'approvisionnement en minerais durables et inclusives à Toronto

L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives en République démocratique du Congo (ITIE-RDC), a apporté son soutien jeudi, lors des travaux du Conseil d'administration qui se déroulent à Toronto, aux chaînes d'approvisionnement en minerais durables et inclusives, a appris l'ACP d'un communiqué.

" L'ITIE soutient au cours de ces assises, les chaînes d'approvisionnement en minerais durables et inclusives ", a déclaré M. Jean-Jacques Kayembe, coordonnateur national de l'ITIE-RDC, au cours de cette réunion du Conseil d'administration, portant sur le thème : " Divulgations sur l'exploitation minière artisanale et à petite échelle dans un monde informel ". Il est accompagné dans son déplacement de Mme Marylou Djuma, experte en charge de la communication, RP & Event.

Grâce à un financement de la Belgique, le Groupe multipartite de la RDC a recommandé un rapport pour mettre à disposition des données complètes sur la contribution du secteur de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (ASM) dans le pays. Le rapport fournit une cartographie des différents acteurs impliqués dans les

sites miniers artisanaux, une cartographie des flux financiers ainsi que

Norme ITIE. La participation de la RDC à ce Conseil d'administration est une occasion toute indiquée de renforcer la collaboration avec les autres pays membres de l'ITIE et de partager les meilleures pratiques en matière de transparence dans les industries extractives. La République démocratique du Congo (RDC) a été admise au Conseil d'administration de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) lors de la Conférence mondiale de l'ITIE qui s'est tenue à Dakar au Sénégal en juin 2023.

L'ITIE est une norme mondiale qui promeut la transparence et la redevabilité dans la gestion des ressources naturelles au sein duquel la RDC est membre depuis 2007. Elle a été déclarée pays conforme à la Norme ITIE en 2014. L'ITIE s'engage à soutenir les efforts visant à rendre le secteur ASM plus transparent, durable et inclusif. La participation de la RDC à la réunion de Toronto qui se tient du 29 février au 1er mars 2024, est une contribution importante à cet effort.

ACP/ LRP



M. Jean-Jacques Kayembe lors de son intervention

des statistiques sur la production, les exportations et l'emploi.

Le coordonnateur national de l'ITIE-RDC a mis cette occasion à profit pour partager l'expérience de la RDC en matière de transparence dans le secteur minier, en particulier en ce qui concerne l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (ASM). Il a relevé les efforts du gouvernement congolais pour améliorer la gouvernance du secteur ASM, notamment à travers la mise en œuvre de la

Haut-Katanga : la production du maïs en danger

La culture du maïs dans la province du Haut-Katanga est la plus impactée cette année par les effets du changement climatique. L'alerte vient des agriculteurs, des ingénieurs agronomes et des chercheurs en environnement. Ces sonneurs d'alarme en veulent pour preuve la carence des pluies entre les mois de janvier et février.

Paul Kaboba est petit planteur au village Kifumanshi, sur la route qui mène vers Kasenga. Il cultive du maïs, du manioc, des patates douces, etc. Cet agriculteur apprécie la fertilité du sol dans ce secteur. Toutefois, Paul Kaboba s'inquiète de la prochaine récolte de maïs qui risque d'être une catastrophe dans la région du sud du Katanga. "Je suis conscient du changement climatique et de ses effets. Parce que les conséquences sont visibles en ce qui concerne les agriculteurs dont je fais partie", témoigne-t-il.

Et de poursuivre, "... Fin janvier et toute une partie du mois de février sont des mois pluvieux dans la région de l'hinterland minier du Katanga. Mais cette année, ce n'est pas le cas. En effet, nous avons connu pendant cette période une sécheresse ici dans la province".

Cette carence des pluies est arrivée au moment où les plantes de maïs sortent des épis. Ce qui affecte non seulement la croissance des plantes, mais aussi la récolte de la saison culturale 2023-2024. Dans certains champs, les plantes ont tout simplement séché. Et Paul Kaboba comme tant d'autres agriculteurs de la région sont très inquiets. Il faut s'attendre à une baisse de rendement du maïs pratiquement de 50 %. La situation frappe et les grands planteurs et les petits planteurs.

Inquiétude partagée par les experts

Pour leur part, les agronomes craignent de vivre une saison culturale catastrophique, surtout en ce qui concerne la production du maïs. De ce fait, l'ingénieur agronome Moïse Nkuba estime que le rendement sera faible cette année.

"Cette sécheresse s'est observée au moment où les maïs étaient en floraison pour certains agriculteurs. Pour d'autres, c'était le début de l'épandage d'engrais pour fertiliser leur maïs. Cette sécheresse a occasionné les brûlures de plantules de maïs dans certains champs. Cette situation aura un impact négatif sur la prochaine récolte. La récolte sera très faible", prévient cet ingénieur agronome.

En plus de la rareté des pluies durant les deux premiers mois de l'année, cet expert indique que la quantité des pluies est aussi faible. "Lubumbashi est dans la zone tropicale. Sa saison de pluie commence au mois de novembre et se termine vers fin mars ou début avril. Néanmoins, cette année, on ne va pas atteindre le maximum de 1200 ml de

pluies qu'on a toujours enregistré dans notre région".

Quelles techniques de résilience adoptées ?



Par ailleurs, Dikson Kabange, chercheur en environnement, craint le pire car, même les pays qui approvisionnent la RDC en maïs sont aussi touchés. C'est le cas de la Zambie. "... J'ai vu une vidéo sur les réseaux sociaux où les agriculteurs, aussi impactés par les effets du changement climatique, arrosent leurs champs de maïs. Généralement, nous recourons chez eux pour avoir de la farine de maïs. C'est un danger".

L'agriculteur Paul Kaboba pense que les personnes avisées travaillent en forme de fermes ou de fermettes intégrées. C'est-à-dire, diversifier aussi bien les activités que les cultures. En effet, compter sur un produit c'est se mettre en difficulté soi-même.

"S'il faut faire la culture du maïs, il faut qu'il y ait à côté l'élevage des porcs, des chèvres, des poules indigènes. Il faut penser aussi à la plan-

tation des arbres fruitiers. À titre d'exemple : le papayer, le bananier, l'oranger, etc."

Ce point de vue est partagé par l'ingénieur agronome Moïse Nkuba. Il pense que les agriculteurs ne doivent pas s'habituer seulement à planter le maïs. Il faut aussi penser à d'autres cultures. C'est notamment le manioc, la patate douce, le riz. Il est temps de penser à l'association des cultures, dit-il.

En outre, il propose de revoir le calendrier agricole dès la saison prochaine. Ce qui pourrait être une stratégie d'adaptation au changement climatique. Après cette leçon enregistrée au cours de la saison culturale 2023-2024, il invite par conséquent les agriculteurs à semer leur maïs dès les deux premières pluies enregistrées vers fin novembre ou début décembre. "Pour les agriculteurs qui recourent aux engrais chimiques, ils doivent utiliser la deuxième dose dès le mois de janvier", précise-t-il.

Toutefois, du côté de la ferme UNILU, on nous signale que le problème lié à la sécheresse n'a pas affecté ceux qui ont respecté la période de semis en suivant la pluviométrie réelle et qui maîtrisent la technique.

Magazine La Guardia / LRP

Ituri : vers la construction d'un marché moderne de 16 pavillons à Irumu centre

Un marché moderne d'une capacité de 16 pavillons et de quatre (4) dépôts sera bientôt construit au

il a promis à la population qu'il va leur construire un marché. [...] Il tient nécessairement à ériger un marché



L'administrateur militaire du territoire d'Irumu à côté du conseiller du gouverneur militaire entouré de membres de la délégation dépêchée par l'autorité provinciale

S'agissant de la desserte en eau potable le capitaine Yanula Alimasi a signifié " Nous avons trouvé que la Regideso a déjà fait quelque chose mais tout ce qu'elle fait c'est déjà vétuste et que nous devons réhabiliter et la centrale et le captage. Il nous faut à tout prix pour que l'eau potable puisse être consommée ici en territoire d'Irumu ".

A la population de cette entité il a lancé : " nous demandons à la population de donner toujours confiance à leur chef qui est l'autorité provinciale, le lieutenant général Luboya N'kashama Johnny qui ne ménage aucun effort pour que la population d'Irumu continue à se réjouir de ses œuvres ".

Le territoire d'Irumu jadis vidé en grande partie par ses habitants suite à l'activisme de terroristes ADF et le groupe armé Force patriotique intégrationniste du Congo (FPIC) est en pleine phase de la stabilisation avec le retour de la quasi-totalité de ses habitants grâce aux efforts consentis par les forces de défense et de sécurité qui ont parvenu à imposer la paix dans cette région, rappelle la dépêche de l'ACP.

centre du territoire d'Irumu à 58 km de Bunia chef-lieu de la province de l'Ituri au Nord-est de la République Démocratique du Congo grâce au financement du gouvernement provincial, a annoncé samedi 02 mars, le c, rapporte une dépêche de l'Agence congolaise de presse (ACP).

" Nous avons été dépêchés par l'autorité provinciale comme vous le savez lors de son itinérance à Irumu,

moderne ici à Irumu ainsi que la réhabilitation de l'eau potable pour la population ", a déclaré le conseiller du gouverneur militaire de l'Ituri en charge des ITPR le capitaine Yanula Alimasi.

A lui de préciser " comme nous avons projeté, ce marché peut avoir au moins 16 pavillons aussi il y aura quatre (4) dépôts et les bureaux administratifs du marché ".

LRP

Kisangani : 13 morts et plusieurs disparus après le naufrage d'une pirogue sur le fleuve Congo

Quinze personnes, c'est le bilan provisoire des personnes qui ont péri, vendredi 1er mars, dans le naufrage

D'après Prince Héritier Isomela, président de l'ONG Sauti ya Lubunga, l'embarcation se serait heurtée à une

même vendredi dans la soirée. D'autres ont été repêchés ce samedi avant-midi par des nageurs.

Sept personnes ont eu la vie sauve alors que plusieurs autres sont portées disparues.

Le propriétaire de cette pirogue était introuvable jusque ce samedi matin 2 mars. Les services de l'Etat étaient à sa recherche.

L'ONG Sauti ya Lubunga regrette que certains détenteurs des embarcations qui assurent la traversée des personnes et des biens sur les deux rives du fleuve Congo ne respectent pas les instructions en la matière. Notamment en ce qui concerne le nombre de personnes à transporter ainsi que les heures de trafic.

RO / LRP



[[Illustration] Les piroguiers de Kisangani facilitent la traversée du fleuve Congo. 22/11/2016. Ph. Radio Okapi/Alain Wandimoyi

d'une pirogue à pagaie en amont du fleuve Congo au niveau de la commune riveraine de Lubunga à Kisangani (Tshopo). La plupart de victimes sont des femmes et des enfants. Plusieurs autres passagers sont portés disparus, selon des sources locales à Lubunga. La pirogue qui s'est renversée provenait de la cité d'Isangi-Makutano, située en aval du fleuve Congo. Les causes de cet accident ne sont pas encore claires.

autre pirogue qui allait dans le sens contraire en aval des chutes Wagenya.

Cependant, un témoin rapporte que les vagues des chutes Wagenya seraient la cause principale de ce charivage.

Les services de sécurité de Lubunga précisent que cette pirogue transportait à son bord plus de 30 personnes et des marchandises.

Certains corps ont été retrouvés le

en reconnaissance aux infrastructures et programmes scientifiques légués par le défunt.

Hommages au Professeur Ngoy Boliya : l'Université protestante appelée à pérenniser ses œuvres

La pérennisation des œuvres héritées de feu le professeur Ngoy Boliya, ancien recteur de l'Université



protestante au Congo (UPC), a été rappelée à sa communauté universitaire lors d'un culte célébré, samedi 02 mars à Kinshasa, en République démocratique du Congo, en commémoration du premier anniversaire de sa disparition.

"C'est ici l'occasion pour moi, de lancer un appel à toute la communauté universitaire, à pérenniser les œuvres et les valeurs morales léguées par le défunt. Car pendant plus de 30 ans, il a œuvré en tant que bâtisseur de l'UPC", a déclaré le Professeur Robert N'kwim, actuel recteur de l'UPC.

"Mgr Ngoy Boliya reste un exemple de dévouement dans les bonnes œuvres, pour tout le temps où il a été dans la gestion de notre Université, depuis qu'il était secrétaire général académique jusqu'au poste de Recteur", a renchéri le successeur et ancien collaborateur de l'illustre disparu, signalant qu'il a travaillé à ses côtés pendant près de 34 ans dans l'administration de cette université.

Intervenant à son tour, le président de l'Eglise du Christ au Congo (ECC), le Rév. André Bokundoa, a assuré que "les réflexions sont en cours pour immortaliser cet homme qui a marqué l'ECC et qui a fait la fierté de notre Nation, la République démocratique du Congo, vis-à-vis du monde extérieur",

Né le 14 octobre 1949 à Bolenge, dans la province de l'Equateur (nord-ouest de la RDC), Mgr Ngoy Boliya a fait des études de théologie à l'Université libre du Congo à Kisangani. Recruté comme assistant, il va poursuivre ses études doctorales à Strasbourg en France, où il a soutenu une thèse en Histoire de l'Eglise.

De retour au pays, il va gravir plusieurs échelons dans le monde académique, avant d'être nommé en 1991 recteur de l'UPC, le deuxième, en remplacement du Rév. Dr David Yemba, avec notamment pour missions de doter cet établissement protestant d'un programme d'enseignement supérieur à la hauteur d'autres universités africaines et d'ouvrir d'autres facultés en dehors de celle de Théologie.

Sous son leadership, l'UPC a été marquée par de nombreuses réalisations qui la rapprochent d'autres universités du pays et d'ailleurs. Il s'agit notamment de la création des facultés d'Economie et administration des affaires, de droit, de médecine, et récemment celle d'Informatique, ainsi que la construction de plusieurs infrastructures garantissant un meilleur accès aux enseignements et à la recherche.

ACP/ LRP

Goma : la société civile demande aux autorités de déclarer le Nord-Kivu province sinistrée

Des organisations de la société civile, mouvements citoyens et groupes de pression du Nord-Kivu ont

appelé, (LUCHA) invite les autorités à pouvoir se soucier de la situation très précaires qui se passe dans l'Est et



Une vue du site des déplacés de Shabindu - Kashaka, à proximité de la ville de Goma (Nord-Kivu). Radio Okapi/Rosalie Zawadi

appelé, vendredi 1er mars, les autorités à déclarer le Nord-Kivu province sinistrée.

Devant la presse à Goma, ces organisations ont estimé que l'Etat doit "procéder à l'allègement fiscal, décréter le Nord-Kivu province sinistrée, en raison du drame humanitaire et sécuritaire que traversent les populations meurtries de l'Est".

Moïse Hangi, membre du mouvement citoyen Lutte pour le change-

ment de s'en préoccuper.

Une autre requête consiste à reconquérir les territoires sous occupations des rebelles du M23:

"Nous demandons tout de même aux autorités de pouvoir rétablir l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue de la République, en délogeant les terroristes du M23 de toutes les zones et toutes les agglomérations qu'ils occupent".

RO / LRP

COMMUNIQUE INITIATIVE " I BELIEVE IN DRC "

En marge de la réélection du Chef de l'Etat et de nombreux Congolais aux élections législatives Nationales, Provinciales et des Conseillers communaux, l'initiative citoyenne " I believe in DRC , je crois à la RDC ", invite des élus à divers niveaux de venir se procurer pour leurs circonscriptions respectives : Tasses, T-shirts, Trainings aux motifs des 26 Provinces, 52 Villes et 145 Territoires pour témoigner de l'amour patriotique et l'attachement aux circonscriptions électorales.

Par ailleurs, la même offre est faite pour toute la population congolaise à acheter ces différents objets aux motifs de leurs entités comme preuve d'amour patriotique à cette marque protégée. Cette initiative poursuit trois objectifs à savoir: 1. Lutte contre la pauvreté par la promotion de la RDC, 2.Soutien indirect aux FARDC et 3.Stimuler la flamme d'amour de la patrie.

Aussi, l'offre de l'initiative " I believe in RDC " ainsi lancée, servira de test pour identifier par un jury adhoc celles ou ceux qui aiment véritablement la République Démocratique du Congo.

Pour tous contacts : 0810127294 - 0999923379
Adresse provisoire : 291B, Av. Kasongo-Lunda, en
face de l'Académie des Beaux-Arts.

L'artiste musicien Samuel Mangwana célèbre ses 79 ans

* Retour sur la vie d'un chanteur de charme

Jour pour jour, l'un des célèbres chanteurs de la rumba congolaise, Sam Mangwana, vient de totaliser 79 ans d'âge, de quoi aller à la retraite. Dans les lignes qui suivent, Jeune Afrique s'était arraché une interview qui date du 18 décembre 2021, où le musicien parle de ses origines familiales et dans la musique.

Retour aux origines angolaises

Il commence par se raconter en famille, par dessiner le contexte politique et social de sa naissance, de son enfance, qui imprègne depuis toujours ses mélodies. Il naît à Kinshasa en 1945, grandit dans une famille originaire du nord de l'Angola, en fuite face à la colonisation portugaise. Ce sont de "petits commerçants détaillants" engagés pour leur pays. "Maman aimait une association culturelle de femmes angolaises à Kinshasa, papa une association avec d'autres immigrants angolais pour préparer le retour au pays, quand il serait devenu indépendant : j'ai grandi dans cette ambiance."

Mais, enfant, Sam n'est pas des plus faciles. "J'étais turbulent" sourit-il. Ce qui lui vaut d'être envoyé dans un internat de l'Armée du salut, à 41 km de la capitale, pour une éducation plus stricte. Au carrefour de deux cultures, Sam a du mal à trouver sa place. Il se bat parce qu'on se moque de lui : "C'était honteux d'être colonisé par les Portugais, j'ai fini par donner un coup de tête à un camarade, qui a saigné". La police et le père sont convoqués à l'école. L'institution propose une "punition" originale : envoyer l'enfant dans la famille en Angola pour qu'il tisse un lien avec son pays. "Ça va le décomplexer", affirment-ils.

Le petit Mangwana se retrouve alors avec des grands-parents, oncles et tantes qu'il ne connaît pas. L'enfant citadin apprend à planter le café, l'arachide. Il y reste onze mois, à s'imprégner de sa culture, "à me construire comme une personne qui a un village, des parents, un pays..." raconte-t-il. Et à découvrir les sonorités locales : "J'avais un cousin accordéoniste qui aimait des bals et mariages et qui m'emmenait avec lui !"

De retour au Congo pour l'année scolaire suivante, il est enfin fier de ses racines angolaises et nourrit sa curiosité pour la musique. "Dans les rues, les porte-voix diffusaient la radio officielle, on y entendait les communiqués funéraires, les matchs, mais aussi la musique folklorique, des variétés du monde entier. C'est là que j'ai découvert Harry Belafonte, Louis Armstrong, Ray Charles... Grâce à ça, on avait une jeunesse ouverte sur le monde."

À l'école primaire de l'Armée du salut, l'instituteur découvre chez Sam

un timbre de voix "intéressant pour accompagner la chorale des étudiants de l'école normale". Puis, plus tard, "un grand frère du quartier" qui travaille dans une école où sont scolarisés les enfants des élites belges et congolaises, lui propose d'aller présenter ses "petites mélodies" à Tabu Ley Rochereau, secrétaire de l'établissement et chanteur déjà connu. Sam s'exécute et pour la seconde fois, on lui reconnaît une voix.



Sam Mangwana au milieu

"Petit, tu chantes avec moi"

"Petit, tu chantes avec moi", lui lance Rochereau. Mais le problème, c'est que Sam n'a que 17 ans et neuf mois, il n'est pas majeur et n'a pas fini l'école. À force de (peu de) persuasion, il accepte le poste. "C'est tombé dans les oreilles de papa, qui est allé se plaindre au commissariat du quartier pour que soit lancé un mandat d'arrêt contre ce mineur qui a déserté ses parents pour aller chanter", se remémore-t-il. Il est arrêté, mis en garde à vue.



Sam Mangwana, au New Morning, à Paris, le 12 octobre 2021. © Vincent Fournier pour JA

Son père doit venir le récupérer pour l'envoyer en maison de redressement à 120 km de là. Rochereau arrive le premier et attend pour le convaincre de changer d'avis. Mais il ne viendra pas. À l'heure de la fermeture du poste, le commissaire belge déclare qu'il est libre de partir : "Mais attention, si on l'attrape avant ses 18 ans, il devra aller au centre ! Vous

avez intérêt à le cacher !", avertit-il. "C'est comme ça que Rochereau m'a caché pendant trois mois et, paf ! Je suis devenu son chanteur !", raconte Sam. Son père, qui rêvait de le voir devenir "ingénieur commercial pour l'Angola", finit par lui pardonner mais refuse qu'il revienne vivre à la maison pendant plusieurs années : "Pas de musicien chez moi !"

"J'espère que tu vas utiliser ta voix pour défendre ton pays plus tard, m'a-t-il dit. Ce à quoi j'ai répondu, oui papa", poursuit Sam. En 1963, il s'engagera en effet dans la lutte pour l'indépendance en "jeune révolutionnaire qui veut libérer son pays". Mais le maquis ne lui réussit pas, il est pris de crises d'asthme qui le forcent à renoncer au terrain. "Alors que j'étais déprimé, on m'a dit : écoute petit, tu ne peux plus être ici, alors fais de ta voix une arme pour libérer ce pays".

Deux injonctions qu'il suit, en dédiant à la lutte une bonne partie de son œuvre. Mais ce témoin de l'époque des indépendances voit son souhait le plus cher s'évanouir, en 1975. Retourner en Angola ne sera pas possible, la guerre civile éclate, et on l'a prévenu, elle risque de durer longtemps. Cet événement redéfinit la trajectoire du chanteur : "J'ai préféré sortir d'Afrique centrale pour ne pas assister à ça, je suis parti". Destination : la Côte d'Ivoire. Le grand voyage commence par un arrêt en Centrafrique, puis au Cameroun et au Nigeria, où il est accueilli "aux frais de la princesse" par le célèbre artiste et producteur Bobby Benson, qui lui offre le gîte et le couvert pour un mois, sans même qu'il ne fasse de musique.

Des routes d'Afrique au streaming

En général, "j'arrivais, je me présentais dans un cabaret. Ils ne me reconnaissaient pas toujours mais j'es-sayais de faire passer ma sauce. On me donnait le micro pendant une so-dio... rée, parfois jusqu'à deux semaines... Ça me faisait quelques cachets pour survivre" et continuer le périple, durant 6 mois. Au passage, il s'imprègne des langues et folklores de chaque pays pour ses futures créations. Il cite encore les musiques divines des Yoruba et le highlife nigérian. Arrivé au Ghana, il enregistre un disque avec seulement quatre titres, dont il

vend 7 000 albums en deux mois, pour marquer le début de sa carrière sur la place d'Abidjan. Il y reste huit ans, avant de reprendre la route. Europe, Cameroun, Gabon, Congo... Une nouvelle vie sur les routes, mais pour une tournée musicale, cette fois.

Sam Mangwana est souvent raconté à travers le voyage et le mélange de cultures qu'il concentre. Autour de la rumba congolaise, qui guide son œuvre, se rencontrent les musiques latino-caribéennes que Rochereau et Franco avaient intégrées à leurs sonorités. Il mêle les langues au fil des morceaux : celles dans lesquelles il a baigné enfant, le kikongo (langue bantoue du nord de l'Angola) et le portugais qu'il pratiquait à la maison, le lingala et le français, utilisés à l'école. Et celles qu'il reconnaît ne pas parler correctement, mais dont il sait imiter l'accent pour être compris du plus grand nombre et faire passer ses messages.

Après ces deux grands voyages, il décide de retourner vivre en Angola en 2004. "On s'est battu pour ça, je peux finir ma vie tranquille maintenant, mon objectif est atteint", lui confie son père à l'écoute de cette nouvelle, trop âgé pour faire de même. À 76 ans, Sam Mangwana vit désormais en France, où il ne cesse de se mettre au goût du jour. Il a récemment donné un concert en streaming, pour s'adapter à la crise sanitaire. "Un concert virtuel, c'est naturel pour moi. Public ou pas, je vis ma musique", assure-t-il, non content tout de même d'avoir retrouvé la scène avec son groupe de musiciens.

Il a côtoyé des grands noms de la musique

Véritable panafricaniste, Sam Mangwana chante en des langues aussi diverses que le lingala, le swahili et le bambara. "Pour moi, parler en toutes ces langues et aussi en anglais, en français, en espagnol et en portugais, c'est une façon de briser les barrières et les divisions qui séparent les peuples africains et qui les plongent dans des drames".

Il a chanté avec Tabu Ley Rochereau (au sein d'African Fiesta, d'African Fiesta National et plus tard d'Africa International) et avec Luambo Makiadi Franco (TPOK Jazz), il a créé plusieurs groupes (Festival des maquisards, African All Stars) et enregistré de nombreux disques au cours de sa longue carrière, tel que Waka Waka, Bana Ba Cameroun, Suzanna, Maria Tebbo, Nakupenda, Kabibi, Bowane, Fati mata, Zela ngai nasala, Zala sportif, Aladji, Belle-mère, La fête au village, Fatima, Jalous jalous, Matinda, etc. Il a également sillonné tous les pays africains.

Aujourd'hui à 79 ans d'âge, Sam Mangwana vit en Angola, d'où sont originaires ses parents.

(José Wakadila, avec le concours de Jeune Afrique)

Vitiligo : définition, symptômes et traitement

Le vitiligo est une pathologie cutanée fréquente et bénigne physiologiquement. Cette maladie se manifeste par l'apparition de taches blanches le plus souvent sur le visage. D'autres zones corporelles peuvent être concernées comme les bras et les mains, voire la totalité du corps. L'impact psychologique du vitiligo peut être important chez certains patients.

Vitiligo, définition et symptômes

Le vitiligo, une maladie auto-immune

Le vitiligo est une dermatose (pa-



thologie affectant la peau) qui se traduit par une dépigmentation progressive de la peau. Le mot " vitiligo " provient du latin et signifie " tache blanche ". Cette anomalie est liée à la perte des mélanocytes (cellules responsables de la pigmentation cutanée) qui produisent d'ordinaire la mélanine, un pigment cutané.

La maladie peut se présenter sous deux formes :

" Le vitiligo segmentaire qui est la moins fréquente et qui se caractérise par une dépigmentation sur un seul côté du corps dans une zone bien délimitée.

" Le vitiligo non segmentaire ou généralisé où l'intégralité du corps peut être touchée. Ce dernier commence généralement avec l'apparition d'une simple tache blanche qui évolue avec le temps. Le visage, les mains et les pieds sont, en principe, les zones corporelles les premières atteintes. Par la suite, les lésions se développent de façon bilatérale et symétrique. Des démangeaisons peuvent parfois précéder l'apparition de nouvelles tâches.

Lorsque le vitiligo recouvre tout le corps, on parle de vitiligo universalis. Il arrive que les poils et les cheveux soient également impactés et deviennent blancs : c'est la leucotrichie. Enfin, dans de très rares cas, le vitiligo ne peut concerner que les muqueuses.

Cette maladie de la peau se manifeste, le plus souvent, chez l'adulte, mais existe aussi chez l'enfant.

Bien qu'assez peu connu, le vitiligo est une maladie fréquente puisqu'on estime que 0,5 à 1% de la population mondiale serait concerné, peu importe le sexe ou les caractéristiques de la peau. Il semble que des prédispositions familiales existent. En effet, un individu ayant un parent du premier degré atteint par la maladie aurait 5 à 8% de risque de la développer également.

L'origine du vitiligo repose en grande partie sur un processus auto-immun associé à d'autres facteurs comme par exemple la génétique. Une quinzaine de gènes sont déjà

connus pour avoir un lien avec la maladie et impliquer l'immunité. Par ailleurs, on estime que 15 à 20% des patients souffrant de vitiligo seraient atteints en parallèle d'une hypo ou hyperthyroïdie d'origine auto-immune (maladie de Basedow, Thyroïdite d'Hashimoto). Moins fréquemment, d'autres pathologies auto-immunes peuvent être associées, par exemple, la polyarthrite rhumatoïde, le diabète ou certaines maladies inflammatoires de l'intestin.

Vitiligo, premiers signes

Au début, le vitiligo se traduit par une tache de couleur blanc-ivoire sur la peau. Sa forme et sa taille peuvent varier. Sa bordure est, généralement, convexe et de la couleur de la peau environnante, plus foncée ou encore rougeâtre. La tache peut aussi parfois avoir un certain relief. Les lésions du vitiligo peuvent être localisées n'importe où, mais le plus souvent, on les trouve au niveau du dos de la main, des pieds, des coudes, des genoux, des organes génitaux, aux alentours des orifices naturels, sous les aisselles ou dans le pli de l'aîne. A noter que le vitiligo se manifeste fréquemment sur une zone cutanée volontiers soumise aux microtraumatismes répétés (frictions, égratignures, compressions, etc.). On parle du phénomène de Koebner.

Les zones dépigmentées sont extrêmement sensibles au soleil. Une exposition peut engendrer des rougeurs et des démangeaisons.

L'évolution du vitiligo est imprévisible. Les lésions peuvent plus ou moins s'étendre. En revanche, le vitiligo n'a aucun retentissement organique sur le patient. Le seul préjudice est esthétique.

Diagnostic et traitement du vitiligo

A la recherche des plaques caractéristiques du vitiligo

Le diagnostic du vitiligo est clini-

que, c'est-à-dire qu'il s'appuie uniquement sur les symptômes et donc l'observation minutieuse des lésions.

L'examen en lumière de Wood permet de bien observer les atteintes du vitiligo, et d'apprécier le déficit (total ou partiel) en mélanocyte.

Parfois, une biopsie est nécessaire pour écarter d'autres maladies de peau provoquant également une anomalie de coloration de la peau comme le psoriasis, l'eczéma, le lupus, la sclérodermie ou certaines formes de Lèpre.

Se protéger du soleil

En cas de vitiligo, la protection solaire est primordiale. Elle permet de limiter l'extension de la maladie avec le développement de plaques, et d'éviter les brûlures. En revanche, une exposition modérée et raisonnable est possible, et permet même parfois une repigmentation. Cette technique naturelle peut être utilisée sur les enfants où les recours thérapeutiques sont limités.

Il faut également éviter au maximum tous les microtraumatismes.

Les traitements du vitiligo

Le maquillage est quelquefois suffisant en cas de vitiligo peu étendu. Dans les cas contraires, les mesures thérapeutiques proposées visent à stimuler la prolifération des mélanocytes encore présents. Différentes méthodes existent : la photothérapie, des traitements locaux ou la greffe de mélanocytes.

La prise en charge du vitiligo répond à trois objectifs :

" Stopper la destruction des mélanocytes en cas de poussée. Dans la majorité des cas une association de cortisone par voie orale et de photothérapie permet de bloquer la poussée ;

" Repigmenter les zones décolorées par l'application de crèmes à base d'immunosuppresseur (tacrolimus ou pimecrolimus) associée à une exposition solaire ou aux lampes de photothérapie. Jusqu'à 2 ans de traitement peuvent être nécessaires pour obtenir un résultat satisfaisant. Tout récemment, en avril 2023, une nouvelle molécule, le ruxolitinib, a obtenu une autorisation de mise sur le marché. Son association avec la photothérapie semble très prometteuse mais nécessite encore d'être confirmée ;

" Éviter les récurrences. En effet, environ la moitié des lésions repigmentées se décolorent de nouveau. Des immunosuppresseurs en crème à appliquer 2 fois par semaine permettent de limiter ce risque. Des séances de photothérapie peuvent également être proposées en entretien.

Le maquillage est quelquefois suffisant en cas de vitiligo peu étendu. Dans les cas contraires, les mesures thérapeutiques proposées visent à stimuler la prolifération des mélanocytes encore présents. Différentes méthodes existent : la photothérapie, des traitements locaux ou la greffe de mélanocytes.

La photothérapie UVB (lumière ultraviolette) est l'un des traitements les plus proposés pour le vitiligo. Cette méthode permet de stimuler les mélanocytes à raison de 2 à 3 séances par semaine, sans jamais dépasser 300 séances de traitement. A noter que la re-pigmentation est toujours partielle et souvent transitoire. Cette technique permet d'obtenir des résultats rapidement.

La photochimiothérapie orale, aussi appelée puvathérapie, associée aux psoralènes (molécules stimulant la production de mélanine sous l'action de la lumière) est une autre thérapie possible dans le vitiligo. Cependant, ses nombreux effets secondaires (brûlures, atteintes oculaires, rougeurs, nausées et démangeaisons) limitent son utilisation. Par ailleurs, une centaine de séances sont nécessaires avant d'obtenir un rougissement de la peau qui précède la re-pigmentation.

L'utilisation de dermocorticoïdes et d'immunosuppresseurs locaux est surtout indiquée dans les vitiligos peu étendus. Ces molécules permettent de diminuer l'activité du système immunitaire afin d'enrayer la disparition des mélanocytes. Ils s'appliquent une fois par jour pendant plusieurs mois. Les résultats sont rapides et les effets secondaires limités. A noter qu'en usage prolongé, ils peuvent induire une fragilisation de la peau.

A savoir ! Certaines zones corporelles, trop fragiles (par exemple, le pourtour des yeux) ne peuvent pas être traitées par l'application de corticoïdes ou par la photothérapie. Le camouflage par des fonds de teint adaptés est alors le seul recours possible.

Les greffes de mélanocytes consistent à greffer aux patients leurs propres mélanocytes. Ces derniers sont préalablement prélevés au niveau des zones bien pigmentées puis greffés dans les zones dépigmentées. Cette technique ne peut être utilisée que dans les formes de vitiligo peu étendues, stables, non évolutifs, sans phénomène de Koebner et après échec des traitements habituels.

Une dépigmentation complète peut être proposée pour traiter éliminer les quelques zones encore pigmentées lors d'un vitiligo universalis. Cette méthode fait appel à des produits très irritants, voire toxiques. Par ailleurs, cette pratique est définitive, sans possibilité de re-pigmentation ultérieure. Il est nécessaire que le patient comprenne l'ensemble des risques qu'implique la dépigmentation complète : risque de coups de soleil et de cancer de la peau. Une protection solaire devient alors indispensable.

Enfin, un soutien psychologique est important dans cette pathologie. Le préjudice esthétique peut, en effet, être difficile à vivre pour les patients. Le regard des autres ou parfois le rejet peut être extrêmement mal vécu. Par exemple, dans certaines communautés, le vitiligo est assimilé à la lèpre. Plusieurs types d'aides existent : psychothérapie, groupes de parole, ateliers d'expression, etc.

SMTN/LRP

L'OMC en crise après l'échec des négociations sur l'agriculture et la pêche

Malgré des discussions prolongées d'une journée, les ministres représentant les 164 membres de l'Organisation mondiale du commerce, réunis à Abu Dhabi, se sont quittés ce vendredi 1er mars sur un aveu d'échec. Deux dossiers en particulier, la pêche et l'agriculture, ont révélé les divisions profondes entre les pays membres.

La réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce s'est soldée vendredi 1er mars par un constat d'échec sur les dossiers majeurs de la pêche et de l'agriculture et un sauvetage en demi-teinte du moratoire électronique, plongeant l'organisation dans l'inconnu.

Les résultats de la ministérielle ont mis en évidence les profondes divisions entre les 164 membres de l'OMC, " dans un contexte international marqué par une incertitude plus grande que jamais ", a relevé Ngozi Okonjo-Iweala, la directrice de l'OMC, pointant du doigt les tensions géopolitiques, les inquiétudes économiques et les élections dans de nombreux pays. Les accords sont aussi difficiles à trouver car les décisions sont prises par consensus. " La beauté de l'OMC réside dans le fait que chaque membre dispose d'une voix égale, mais cela a aussi un coût ", a-t-elle souligné.

La seule avancée de ces cinq jours de négociations concerne le com-

merce électronique, exempté de en étant très optimiste, on peinerait



Des délégués posent pour une photo de famille lors de la 13e conférence ministérielle de l'OMC à Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis, le 26 février 2024. © Abdel Hadi Ramahi / Reuters

droits de douane depuis 1998. L'Inde a accepté en extrémis de ne pas opposer son veto à l'extension du moratoire douanier sur les transmissions électroniques, mais pour deux ans au maximum, soit jusqu'en 2026. Le ministre du Commerce indien, Piyush Goyal, a expliqué que son pays avait décidé de lever son objection " par respect " pour Thani al-Zeyoudi, le président de cette conférence, le qualifiant de " bon ami ".

Des négociations qui ont capoté

C'est une goutte d'eau dans le verre du multilatéralisme, que même

à qualifier d'à moitié plein. L'objectif à Abu Dhabi était d'établir de nouvelles règles sur les subventions à la pêche pour éviter la surpêche et les menaces qu'elle fait peser sur les populations marines. Les débats ont porté sur la flexibilité accordée aux pays en voie de développement, et se sont heurtés aux demandes jugées trop grandes de l'Inde.

Les négociations ont capoté sur l'agriculture et notamment la question des stocks de denrées alimentaires. Alors que l'Europe et l'Inde sont traversés par les manifestations d'agriculteurs, le sujet était décidément trop sensible. " L'agriculture est une fois

de plus le sujet qui fait ou défait une conférence ministérielle ", avait prévenu le commissaire européen à l'Agriculture, Janusz Wojciechowski sur le réseau X. Les négociations agricoles ont buté sur les revendications agricoles de l'Inde, acteur incontournable des négociations à chaque ministérielle.

Sur la pêche, les pays ne sont notamment pas parvenus à se mettre d'accord sur la période de transition accordée aux pays en développement, les pays estimant que l'Inde demandait un trop grand nombre d'années. " Plusieurs États ont exprimé des positions radicales en faveur de leurs seuls intérêts et n'ont pas permis d'avancer vers un compromis satisfaisant ", a réagi le ministre français de la Transition écologique, Christophe Béchu, dans un communiqué.

Une institution affaiblie

Ce nouvel échec, alors que le mécanisme censé permettre le règlement des différends entre pays membres est lui-même bloqué depuis 2019 par les États-Unis, affaiblit encore un peu plus une institution qui fonctionne par consensus. " Peut-être que l'OMC avait besoin d'une bonne crise et peut-être que celle-ci nous fera prendre conscience que nous ne pouvons pas continuer ainsi ", a affirmé une haute responsable européenne, qui craint que le commerce soit " de plus en plus caractérisé par des relations de pouvoir ". " Même si le commerce électronique est sauvé, on peut parler de crise à l'OMC ", a renchéri une source proche des discussions.

" Si l'on peut parler de crise, c'est que le consensus, qui a été le ciment de cette organisation, est devenue la boue dans laquelle elle s'enlise ", a réagi Richard Ouellet, de l'Université Laval au Canada, présent à Abu Dhabi. Pour John Denton, secrétaire général de la Chambre de commerce internationale, " la faiblesse inattendue du paquet global de résultats devrait cependant servir de signal d'alarme ". Comme à chaque ministérielle, la pression était forte pour que l'OMC affiche des résultats. Cette année les attentes étaient particulièrement élevées face au possible retour à la Maison-Blanche de Donald Trump, qui a tout fait pour torpiller l'organisation durant son premier mandat.

La précédente réunion en 2022 à Genève s'était achevée par un certain succès, avec des accords sur l'interdiction des subventions à la pêche illégale et sur les brevets des vaccins anti-Covid. Un " miracle " que Ngozi Okonjo-Iweala avait appelé à reproduire. Alors que son mandat s'achève l'an prochain, reste à savoir si elle sera encore présente à la prochaine ministérielle qui doit se tenir au Cameroun à une date encore indéterminée.

RFI / LRP

AFP / LRP

Pourquoi la saisie des avoirs russes gelés en Occident tarde à se réaliser

La saisie des avoirs russes gelés sur des comptes occidentaux depuis le début de la guerre en Ukraine continue à diviser le G7. Les Américains ont du mal à lever les réticences des Européens. Le sujet sera discuté lors de la réunion du G7 Finances qui se tient ce mercredi à Sao Paulo, au Brésil.

Saisir du jour au lendemain 260 milliards d'euros et les remettre à l'Ukraine, c'est tentant. Surtout au moment où les Occidentaux peinent à maintenir le niveau de l'aide nécessaire à l'Ukraine pour résister à l'offensive russe. Une telle opération s'est déjà faite, mais pas sur un montant aussi important et pas non plus au détriment d'un belligérant aussi belliqueux. Les Européens ont la main sur les deux tiers des avoirs gelés de la Banque centrale russe, ils estiment par conséquent être plus exposés aux éventuelles ripostes de cette saisie record. Comme une avalanche de poursuites judiciaires et des mesures de rétorsion financière de nature à fragiliser l'euro.

Les craintes des Européens à relativiser??

À en croire Janet Yellen, la secrétaire américaine au Trésor, qui a réaffirmé hier, mardi 27 février, que la saisie était la meilleure option possible, l'opération est sans risque pour le dollar comme pour les autres devises

occidentales. Les banques centrales des pays émergents, qu'elles soient



La monnaie russe, le rouble. (Image d'illustration) REUTERS/Ilya Naymushin

chinoises ou autres, n'ont pas vraiment d'alternatives pour diversifier leurs réserves, fait-elle remarquer. Les monnaies convertibles les plus échangées et donc les plus recherchées sur le marché des changes ne sont pas encore le renminbi [nom officiel de la monnaie chinoise, NDLR] et encore moins le rouble, mais bien le dollar, la livre sterling, le franc suisse, le yen et l'euro. L'histoire récente conforte l'approche de la secrétaire au Trésor. La saisie des avoirs russes n'a pas engendré de retraits bancaires et massifs de la part des banques centrales des pays émergents.

La menace sur les sociétés étrangères encore présentes en Russie

La Russie menace également de s'en prendre aux avoirs des sociétés occidentales encore présentes sur son territoire. Là aussi, le pouvoir de nuisance paraît faible, puisque le mal est déjà fait. Les sociétés étrangères

sont de fait empêchées de rapatrier leurs avoirs. Sur le plan économique, les retombées redoutées par les Européens sont exagérées, estime l'analyste Alexander Kolyandr dans une tribune publiée par la fondation américaine Carnegie pour la paix internationale. Les Européens ont fait un premier geste en décidant de remettre à l'Ukraine les intérêts produits par ces avoirs. Ils ont besoin de gage supplémentaire pour aller au-delà. Si leur monnaie venait à chuter du fait de cette saisie, c'est le coût de la dette qui s'envole, un fardeau supplémentaire pour la région déjà très affaiblie par la guerre à ses portes.

Un tour de passe-passe juridique pour sortir de l'impasse

Pour sortir de l'impasse, ces avoirs pourraient non pas être saisis, mais utilisés comme garantie à un emprunt émis par Kiev d'un montant équivalent pour financer sa reconstruction, proposent un collectif d'experts juridiques. L'administration américaine veut aboutir à une solution avant l'élection présidentielle de novembre qui pourrait compromettre ce scénario si Donald Trump venait à l'emporter. L'objectif est donc de trouver à un consensus au sommet du G7 prévu en Italie au mois de juin.

Tchad : la déprimante culture de la mort

À vivre en permanence en état de guerre, le clan au pouvoir contre le peuple, le clan contre le clan... Le destin du peuple tchadien semble, depuis plus de trois décennies, confisqué par une désolante routine de la violence.

À Ndjamena, Yaya Dillo Djérou, présenté comme opposant radical, a été tué le 28 février, dans des conditions similaires à celles dans lesquelles sa mère a perdu la vie, en février 2021, lors d'une opération menée à son domicile par des soldats d'élite venus l'arrêter, à bord de camionnettes, de véhicules blindés et de chars. Serait-ce donc si dangereux d'être opposant au Tchad ?

Comme si, dans le Tchad du clan Deby, les opposants jugés dangereux n'avaient guère le choix qu'entre le ralliement ou une fin brutale. Celui qui arborait, jusqu'à ces derniers mois, l'étiquette de leader de l'opposition, est désormais Premier ministre. Mais, à la différence de Succès Masra, qui aurait pu être tué, Yaya Dillo Djérou

était membre du clan Déby. Son opposition était donc vécue comme une



Jean-Baptiste Placca

trahison d'autant plus grave qu'il attaquait avec des mots blessants, tirés des secrets de famille, dit-on.

L'on a entendu, le 1er mars sur RFI, demander s'il était normal qu'un

homme qui attaque les institutions de la République puisse "se la couler douce". Comme si déployer, en pleine capitale, des dispositifs de guerre, au risque de tuer des civils, même coupables, était la norme. Les habitudes de ce pouvoir mettent en danger nombre d'opposants, comme l'étaient Ibni Oumar Mahamat Saleh, disparu corps et biens, en 2008, et quelques autres,

dont Yaya Dillo, tué d'une balle à la tempe, comme dans les exécutions entre gangsters. Il ne s'agit pas de balles perdues. Feindre de n'éprouver aucune gêne à voir un État recourir à de telles méthodes reviendrait à excuser cette manière de réduire les dissidents au silence. D'où, cette désagréable impression qu'au Tchad, l'État de droit, de père en fils, demeure en option.

Le porte-parole n'est-il pas dans son rôle en faisant valoir la nécessité de respecter les institutions ?

Ce respect implique aussi que le gardien des institutions respecte les droits fondamentaux des citoyens, y compris les plus modestes. Sans quoi, nombre de ceux qui prospèrent en politique dans ce pays pourraient, sans procès, être assassinés ou exécutés.

Yaya Dillo avait, certes, la dent dure contre l'actuel président. Mais, même les injures les plus blessantes n'équivalent guère qu'à des crimes de lèse-majesté. Valent-ils, pour autant, la peine de mort ? L'on est réellement perplexe, pourquoi le cacher.

Suggérer que l'opposant a bien cherché ce qui lui est arrivé, c'est oublier que les règles protègent tous, pouvoir comme opposition. Il est trop facile, lorsque l'on est au bord de la mangeoire, de trouver normales des pratiques que l'on réprouverait, dans l'opposition. L'homme politique digne et crédible, en accord avec ses idées, se doit de placer l'intégrité au-dessus de ce qu'il pourrait considérer comme sa carrière. Car, à l'ère des réseaux sociaux, il ne faut jamais perdre de vue qu'à tout moment, d'autres pourraient exhumer, pour vous les mettre sous le nez, des positions que vous pourriez avoir prises dans votre intérêt du moment, en lieu et place de vos principes, de vos valeurs.

Déby-fils est-il, pour autant, exactement comme Déby-père ?

L'on ne peut comparer que les actes posés. Et le père ne renierait rien des tueries survenues, ces derniers temps, à Ndjamena. Avec Idriss Déby, l'opinion avait fait son deuil de certaines convenances. Avec son fils, d'aucuns espéraient en avoir fini avec une certaine brutalité d'État à l'égard des adversaires politiques. Les conditions de son accession au pouvoir, et au moins trois événements, survenus depuis, ont rappelé aux Tchadiens le pire du passé paternel, dont l'héritage semble assumé avec la même dureté à l'égard des adversaires présumés dangereux.

Trente-quatre ans à vivre en état de guerre permanent, le clan contre le peuple, le clan contre le clan... Tout cela a fini par donner aux Tchadiens le sentiment que leur destin est confisqué par la violence, dans une désolante routine, qui semble ne devoir jamais cesser.

Jean-Baptiste Placca

Gaza : négociations Israël-Hamas au Caire, l'enjeu de la trêve

Reprise des négociations au Caire pour parvenir à une trêve à Gaza et à un accord de libération d'otages. La balle est dans le camp du Hamas, affirment les États-Unis. L'organisation palestinienne dit qu'une trêve pourrait être signée d'ici " 24, 48 heures " si Israël accepte ses demandes.

C'est la poursuite du bras de fer autour de la médiation pour un nouvel accord entre Israël et le Hamas, dit le correspondant de RFI à Jérusalem, Michel Paul. L'enjeu demeure une trêve et un échange otages-prisonniers palestiniens pour le ramadan qui débute dans une semaine. Israël, le 3 mars au matin, était restée ferme sur ses positions qui pourraient être réitérées un peu plus tard aujourd'hui lors de la réunion du Conseil des ministres hebdomadaire ici à Jérusalem. Une délégation du Hamas est arrivée au Caire pour discuter avec des responsables égyptiens et qatariens des conditions d'un arrêt des hostilités à Gaza. Une délégation américaine est aussi présente au Caire.

Les responsables israéliens attendent la réponse du Hamas sur la formule cadre établie lors de la rencontre de Paris. À ce stade, Israël suspend sa participation aux négociations qui se déroulent au Caire et exige que le Hamas communique au préalable la liste des otages qu'il détient à Gaza et qui sont toujours en vie. Selon des sources égyptiennes officielles, les négociations concernent aussi l'acceptation par l'organisation palestinienne du principe d'une trêve de six semaines avec un engagement américain à œuvrer pour parvenir à un cessez-le-feu durable.

Ce sont ces deux questions auxquelles les négociateurs égyptiens et qatariens tentent de faire accepter par le Hamas, avant d'entrer dans le détail de l'échange d'otages israéliens et de prisonniers palestiniens. Le Qatar abrite les leaders politiques du Hamas et l'Égypte est en contact permanent avec les chefs de l'organisation sur le terrain à Gaza, a rapporté le correspondant de RFI au Caire, Alexandre Buccianti. Le Hamas avait, jusqu'à présent, exigé un cessez-le-feu durable, un retrait des troupes israéliennes de Gaza et l'entrée d'une aide humanitaire massive avant de procéder à l'échange.

Négociations dans l'impasse ?

Pas de réaction aux informations optimistes en provenance de Washington selon lesquelles les Israéliens auraient " plus ou moins " accepté la proposition d'un cessez-le-feu, selon les termes utilisés par un haut responsable américain. Sur la table des négociations, une trêve de six semaines et également la libération des otages considérés comme les plus vulnérables, les malades, les blessés, les personnes âgées et les femmes. Du point de vue israélien, c'est donc toujours l'attente.

Mais pour le moment les discussions sont dans l'impasse. D'après les Israéliens, le Hamas refuse de donner la liste des otages qu'il détient et qui sont toujours en vie. L'organisation palestinienne ne précise pas non plus si elle accepte le principe d'un échange de prisonniers selon une clef d'un otage pour 10 détenus palestiniens en moyenne. C'est le paramètre

proposé par Israël. Dans ces conditions, indique une source politique israélienne, pas de raison d'envoyer une équipe de négociateurs au Caire. De son côté, Israël ne répond pas non plus aux demandes du Hamas. Notamment le retour des Gazaouis déplacés vers le nord de l'enclave palestinienne et une augmentation massive de l'assistance humanitaire.

Sur le terrain, plusieurs frappes aériennes ont ciblé dans la nuit les villes de Khan Younés et Rafah, dans le sud, selon un correspondant de l'Agence France Presse à Gaza. Le gouvernement du Hamas a également indiqué que des tirs nourris d'artillerie avaient visé Jabaliya, Beit Hanoun, Zeitoun et Tal al-Hawa, dans le nord. En près de cinq mois, les opérations militaires israéliennes déclenchées en représailles à l'attaque sans précédent du Hamas en Israël le 7 octobre ont fait 30 410 morts dans la bande de Gaza, en majorité des civils, a indiqué dimanche le ministère de la Santé. Il a fait état de 90 morts en 24 heures, dont 14 membres d'une même famille dans une frappe à Rafah.

Famine " quasiment inévitable "

Le conflit a aussi provoqué une catastrophe humanitaire et la famine est " quasiment inévitable " pour 2,2 millions de personnes, soit l'immense majorité de la population de Gaza, d'après Jens Laerke, porte-parole de l'Ocha, l'agence de coordination des affaires humanitaires des Nations unies.

AFP / LRP

CAF C1 : Mamelodie Sundowns bat Mazembe et termine premier du groupe A

Le TP Mazembe s'est incliné (0-1) face à Mamelodie Sundowns le samedi 2 mars. L'unique but de la partie



Rencontre entre TP Mazembe et Mamelodi Sundowns, le samedi 02 mars 2022 à Pretoria, dans le cadre de la sixième journée de la phase de groupe de la ligue de champions de la CAF. Photo Droits tiers

a été marqué sur pénalty transformé à la 38e minute par Peter Shalulile, obtenu après la faute Kevin Mondeko sur Costa à la 36ème minute. Malgré les assauts de TP Mazembe, les Sud-africains ont gardé leur cage inviolée.

Mamelodie Sundowns termine premier du groupe avec 13 points, suivi de Mazembe avec 10 points. Pyramids et Nouadhibou sont éliminés avec 5 points chacun.

Dans l'autre match du groupe,

face à Nouadhibou.

Le match Mamelodi Sundowns vs TP Mazembe s'est joué finalement au Tswane-Lucas Masterpieces Moripe Stadium de Pretoria, au lieu de FNB Stadium de Johannesburg, en raison d'un match de rugby qui était prévu le même samedi 2 mars au Loftus Versfeld Stadium entre Vodacom Bulls et DHL Stormes.

LRP

LINAFOOT play off : Maniema Union s'impose en ouverture (2-0) face à Dauphin noir

L'Association sportive Maniema Union de Kindu a battu l'Association sportive Dauphin noir de Goma (2-



Joueurs de Maniema Union et de l'AC Kuya Sport en duel, le 3/10/2023. LINAFOOT

0) vendredi 1er mars au stade Joseph Kabila de Kindu, dans le cadre de la première journée de la Phase de play off de la Ligue nationale de football (LINAFOOT), la première division.

Le premier but est arrivé à la 16e minute, avec Dieu Lifoli, défenseur de Dauphin noir, qui a marqué contre son camp.

Jephté Kitambala à la 60' a mar-

qué le deuxième but des Unionistes,

à la grande satisfaction de Papy Kimoto, coach principal de Maniema

LRP

Play off de la LINAFOOT : V.Club et Aigles du Congo, Lupopo et Don Bosco se neutralisent

La première journée de la phase de play off de la LINAFOOT, dans le cadre de la première journée de la phase de play off de la LINAFOOT, s'est poursuivie le dimanche 03 mars



Les joueurs de saint Eloi Lupopo lors d'un entraînement le 11/10/2022 au stade des martyrs. Photo Dircom Lupopo

avec le duel entre l'AS V. Club et le FC les Aigles du Congo, deux clubs de la capitale Kinshasa qui se sont neutralisés sur un score nul d'un but partout. Initialement prévu au stade Tata Raphaël c'est finalement au stade des Martyrs que la rencontre s'est jouée.

Toutes les dispositions sécuritaires ont été prises pour assurer le bon déroulement de ce match, conformément à ce qu'avait déclaré le colonel Faustin Nsumbu, commandant chargé du maintien de l'ordre public pour cette rencontre.

Dans la zone Sud, le FC Saint Eloi Lupopo et le Cercle sportif Don Bosco se sont, aussi neutralisés (1-1) le samedi 2 mars au stade Kibasa Maliba

Les Cheminots ont ouvert le score à la 22ème minute sur un coup franc transformé par Patou Kabangu. Les Salésiens ont réagi en seconde période. Sur un coup de tête magistrale, Israël Ekofo a égalisé à la 53e minute. Score finale 1-1.

Ce match nul permet à Maniema Union de garder la tête du classement avec 3 points +2.

Le classement partiel se présente de la manière suivante :

1. Maniema Union : 3 points +2
2. Lupopo : 1 point
3. Don Bosco : 1 point
4. V.Club : 1 point
5. Aigles du Congo : 1 point
6. Dauphins noirs : 0 point.

LRP

Can 2025 : quatre nations choisissent le Maroc pour leurs matches des préliminaires

Le Djibouti, le Sao-Tomé, le Soudan du Sud et la Somalie ont choisi le Maroc pour jouer leurs matches du tour préliminaire des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN 2025, a appris l'ACP vendredi d'un communiqué de la Fédération royale marocaine de football (FRMF).

" Grâce à un partenariat étroit entre la Fédération royale marocaine de football (FRMF) et les fédérations africaines partenaires, le Royaume du Maroc accueille quatre sélections africaines pour disputer les matches du tour préliminaire des éliminatoires de la CAN 2025 ", a-t-on lu, dans le communiqué.

Les matches se joueront du 20 au 26 mars. Il y aura le Djibouti qui accueillera le Liberia au stade de Marrakech, Sao-Tomé offrira son hospitalité au Soudan du Sud au stade municipal de Berkane et vice-versa ; et enfin, Somalie recevra Eswatini au stade El Abdi d'El Jadida. Une initiative du Maroc qui témoigne son rôle central dans la promotion du football sur le continent africain.

En accueillant ces matches, le pays offre une plateforme aux équipes

africaines pour se mesurer les unes aux autres dans un environnement compétitif et stimulant.

De plus, cela renforce les liens entre les nations africaines et favorise la coopération dans le domaine du sport.

Plus qu'une simple compétition sportive, les éliminatoires de la CAN 2025 représentent une occasion pour le Maroc de mettre en avant sa vision stratégique pour le développement du football africain. Sous la direction éclairée de Sa Majesté le Roi Mohamed VI, le Maroc s'engage à promouvoir le sport comme un outil de développement socio-économique et de rapprochement entre les peuples.

En accueillant ces matches, le Maroc souligne son engagement envers le développement du football sur le continent et sa volonté de contribuer activement à l'essor du sport en Afrique. C'est une démonstration concrète du leadership du Maroc dans le domaine du sport et de son engagement envers la solidarité et la coopération régionales.

ACP/LRP

'Festival of Laughter' in Abidjan celebrates African stand-up comedy

Comedians from across French-speaking Africa are in Abidjan this weekend for the ninth Festival of Laughter - an event that aims to promote stand-up comedy on the continent, with a hefty dose of self-mockery.

The Festival of Laughter is organised and hosted by Nigerien-born comedian Mamane, who among his many talents hosts a satirical radio show "The Very, Very Democratic Republic of Gondwana" on RFI.

The festival is both a way of celebrating African humour and developing comedy as a career path on the continent.

Today's highlight at the Palais de la Culture is the so-called "Battle of Ethnic Groups". Far less violent than the title suggests, it invites comedians of different origins to go head-to-head to establish which ethnic group is the funniest.

Contestants from all over West and Central Africa - Congolese, Cameroonians, Togolese, Burkinabé and, of course, Ivorians, compete in

improvised sketches, directed by Mamane himself.



The Zinzins de l'art, winners of RFI's Talent du Rire prize in 2018. Abidjan capitale du rire

"We suggest a theme and put a sketch together quickly, in full view of everyone," says Kaboré l'Intellectuel, from the comedy duo Les Zinzins de l'art - winners of the 2018 RFI prize for stand-up comedy (Talents du rire).

Themes such as heartbreak or what's known as "goumin".

"How does each ethnic group express itself when faced with "goumin"?"

I'm Burkinabé and "goumin" is a taboo subject for us, it hardly exists. [But] the Ivorians, they cry a lot, a bit like the French," he told RFI's Marine Jean-nin.

Daring to offend, laughing

together

As part of the battle, contestants are invited to make fun of their community says Cameroonian comedian Sylvanie Njeng. Even if it can cause offence.

"There will always be someone, somewhere, who will take offence," she told RFI.

"But what's interesting is the self-mockery. Your ethnicity is part of you and then you come along, talk about it and what characterises it.

"It's often said that it's the preconceived ideas that cause offence. Once we've developed that, played it out altogether, you see that nobody wants to set one ethnic group aside and make fun of it."

She insists the aim "really is to laugh together, not to poke fun". And says it does everyone good to see different ethnic groups on stage.

"I, for example, am Boulou from the south. I'm sure that after this edition, I'll be the star of the village!"

RFI/LRP

Hundreds protest in Senegal to demand elections before president's term ends

Several hundred people rallied in the Senegalese capital Dakar on Saturday calling for the country's

The crowd shouted "Macky Sall dictator" and "Free Sonko", singing a song in his praise.

opposition, sparked huge protests that resulted in four deaths.

recommended holding the elections on June 2. Sall indicated that he would



Some protesters carried portraits of imprisoned opposition leader Ousmane Sonko © JOHN WESSELS / AFP

postponed presidential elections to be held before April 2, the date when incumbent Macky Sall's term is set to end.

The protesters gathered at a sandy lot in a working-class neighbourhood for the protest, called by the "Resistance Front", an alliance of opposition parties and campaigning groups.

Many brandished Senegalese flags and portraits of the opposition leader Ousmane Sonko, jailed since July for "incitement to insurrection" and barred from running in the presidential vote. Sonko has endorsed Bassirou Diomaye Faye, who is also in jail but who was cleared to be on the ballot.

Several speakers representing some of the election candidates addressed the crowd, including former prime minister Aminata Toure, a member of the "Bassirou President" coalition.

"What we are asking President Macky Sall is to organise these elections before April 2 and to give the keys to the palace to his successor face to face, so that we can begin to rebuild our country," she said.

Senegal was thrown into a political crisis on February 3 when Sall postponed the presidential election planned for February 25. His announcement, denounced as a "constitutional coup d'Etat" by the



The crowd shouted "Macky Sall dictator" and "Free Sonko" © JOHN WESSELS / AFP

On February 15, the constitutional council overruled Sall, and ever since the country has been waiting for a new date.

The crowd shouted "Macky Sall dictator" and "Free Sonko" © JOHN WESSELS / AFP

"We want an election before the 2nd (of April) with the 19 candidates retained by the Constitutional Council and for Senegalese democracy to continue to shine," said one demonstrator, 27-year-old trader Assane Camara.

A national dialogue, organised at the start of the week by the president but boycotted by the opposition, had

ask the constitutional council for its opinion on the request.

Saturday's rally, approved by the authorities, ended in confusion following what appeared to be scuffles between supporters of rival candidates for the presidency, Sonko and Khalifa Sall, former mayor of Dakar (no relation to the president).

Supporters of the outgoing president have called for a "march for peace" Sunday morning in the capital Dakar.

AFP/LRP

Haut-Katanga : Jacques Kyabula désigné par l'union sacrée pour briguer un second mandat à la tête de la province

Alors que la population ne veut plus de lui à cause de son bilan jugé chaotique durant son premier mandat à la tête du Haut-Katanga (2019-2023), Jacques Kyabula Katwe a été désigné candidat gouverneur de la majorité au pouvoir dans la nuit de jeudi 29 février vendredi 1?? mars 2024.

L'homme a été choisi par les députés provinciaux de l'UDPS avec ses mosaïques, à savoir 2 ATDC et ARDEV à l'issue des discussions après autour du secrétaire général de l'UDPS Augustin Kabuya Tshilumba, rapporte nos confrères de foxtime.cd, ce vendredi matin.

Il sera accompagné par Martin Kazembe, actuel maire de la ville de Lubumbashi, désigné candidat vice-gouverneur, dont le bilan à la mairie de la ville cuprifère est aussi jugé mitigé.

Cette désignation intervient à quel-

ques heures de l'expiration du délai vendredi 1?? mars 2024.



de dépôt des candidatures au poste des gouverneurs et sénateurs prévu ce

Pendant ce temps, 5 candidats dont trois femmes ont déjà déposé leurs

MCP/LRP

Culte kimbanguiste à Lingwala

La présentation du comité de la presse au rendez-vous

Par Makinzolela

Le culte kimbanguiste du dimanche 3 mars 2024 dans la paroisse de Bukama a connu une ambiance inha-

kimbanguiste de Lingwala ont présenté les coupes de victoire obtenues à l'issue des festivités internationales de la presse kimbanguiste organisées



bituelle. Et pour la cause, la cérémonie de la présentation du nouveau comité des journalistes kimbanguistes dans la commune de Lingwala.

Tout a commencé par le mot de circonstance prononcé par le révérend Mabilama François, le chef de division de la presse et information kimbanguiste dans la ville de Kinshasa qui a non seulement inscrit l'événement mais surtout demandé aux fidèles d'apporter mains fortes à cette structure pour bien répondre à l'attente de la communauté kimbanguiste. Cette adresse a laissé la place à la présentation des membres de ce comité chapeauté par maman Nadine Mayeto secondée par messieurs Masudi, Naoko, Ndabona Jean, Malungu Camille, Tshibambe Jules, Badila Augustin,....

L'occasion faisant le larron, les journalistes de la paroisse

au mois de décembre dernier à Nkamba, Nouvelle Jérusalem.

Pour rappel, les professionnels de médias kimbanguistes oeuvrant au sein de l'église kimbanguiste et ceux d'ailleurs ou des organes de presse non kimbanguistes se réunissent dans une structure dénommée la presse kimbanguiste, " la Preski " en sigle qui a la charge de tous les hommes et femmes de médias de croyance kimbanguiste. Et chaque mois de décembre, tous les professionnels de média de quel organe soient-ils se rendent à Nkamba pour participer à la rencontre internationale de la presse kimbanguiste. Ce rendez-vous de chaque fin d'année à Nkamba permet aux journalistes de tous les horizons d'examiner le parcours effectué, de tracer des nouvelles orientations et de contribuer à la construction de la Ville Sainte.

Kinshasa : le marché central " Zando " passe de 10 à 500 pavillons, affirme Gentiny Ngobila

Le Marché central de Kinshasa, communément appelé " Zando " en langue Lingala en République démocratique du Congo, dont les travaux de reconstruction se poursuivent depuis près de 5 ans, est passé de 10 à 500

ont déploré la lenteur des travaux de sa construction. Mi 2023, le gouverneur avait annoncé son inauguration au mois de décembre de la même année.

Démoli en 2020 sous la pandémie



Vue aérienne des travaux de reconstruction du Marché central de Kinshasa

pavillons, a affirmé samedi 02 mars, le gouverneur de la ville province.

" Aujourd'hui avec fierté notre Zando passe de 10 pavillons à 500, d'une capacité de 3500 à 80.000 vendeurs, On atteindra une capacité d'accueil total de 200.000 personnes ", a déclaré Gentiny Ngobila Mbaka, gouverneur de la ville de Kinshasa.

Il a estimé que ce nouveau bâtiment du marché central de Kinshasa aura une durée de près de 150 ans pour le bien être des kinois.

Par ailleurs, les anciens marchands qui vendaient dans ce lieu de négoce

de la COVID-19 en raison de son état de délabrement, le nouveau bâtiment du marché central de Kinshasa qui est construit sur 3 étages va disposer de plus de 630 magasins.

Le Grand marché, aussi connu sous le nom Marché central " zando " en lingala est le plus grand marché du centre-ville de Kinshasa en RDC. Il est situé à l'est du jardin botanique. En mai 1989, le Grand marché abritait 15 500 vendeurs, a-t-on rappelé.

ACP/LRP